

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°3091 - MARDI 12 DÉCEMBRE 2017

LE « ONE PLANET SUMMIT »

Le sommet verra-t-il la mise
en œuvre effective du Fonds
Bleu pour le Bassin du Congo ?

La France, la Banque mondiale et les Nations unies organisent, ce 12 décembre, à Paris, un sommet sur le climat, destiné à mieux cerner les mécanismes de financement de l'accord conclu dans la capitale française à l'issue de la COP21, en 2015. Pour le directeur général de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, qui s'exprimait à la veille de la rencontre « *Sans financement, (l'accord) ne sera qu'un processus politique et rien ne changera sur le terrain* », mais son institution s'est engagée à « *accroître de 28% son appui financier*

d'ici 2020 pour répondre à la demande », a précisé une porte-parole de la Banque. Le One Planet Summit réunira quelque quatre mille participants, parmi lesquels des chefs d'Etat, mais aussi de nombreuses ONG et acteurs privés. Ce qui fait dire aux organisateurs que le sommet de Paris fonde l'espoir sur les résultats attendus. La délégation congolaise est conduite par le président Denis Sassou N'Gusso qui porte l'initiative du Fonds Bleu pour le bassin du Congo.

Pages 9 et 10



Le directeur général de la Banque mondiale, Jim Yong Kim

IMPFONDO

Le gouvernement et les Nations unies assistent
près de 5000 victimes d'inondations

Anthony Kwaku Ohemeg Boamah remettant un échantillon au Premier ministre

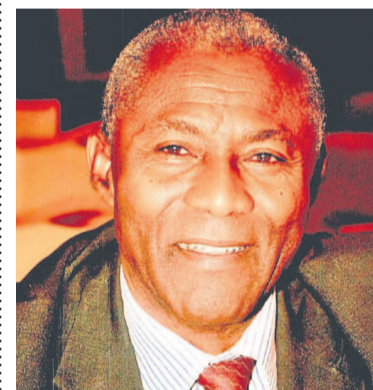
Une mission humanitaire conjointe gouvernement-Nations unies a séjourné à Impfondo, chef-lieu du département de la Likouala où elle a apporté assistance à quelque cinq mille personnes victimes d'inondations causées ces deux derniers mois par des pluies diluviennes et la montée des eaux des cours d'eau environnants.

Conduite respectivement par le Premier ministre, Clément Mouamba, et le Coordonnateur des agences du système des Nations unies au Congo, Anthony Kwaku Ohemeg Boamah, la mission a procédé, après état des lieux, à la remise « des vivres et non vivres », notamment des médicaments et kits scolaires, et réhabilité cinq points d'eau par la société Asperbras.

En vue de prévenir d'éventuelles épidémies, il a été mis en place un dispositif de purification de l'eau de consommation ainsi que des équipes chargées de désinfecter les zones touchées par les inondations.

Page 6

DISPARITION

L'ambassadeur
Jérôme Ollandet
décédé à Paris

Le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et des Congolais de l'étranger a annoncé, hier matin, le décès de l'ambassadeur Jérôme Ollandet, survenu dans la nuit du 10 au 11 décembre à Paris, en France. Cet intellectuel reconnu quitte la terre des hommes au terme d'un parcours administratif et intellectuel bien rempli. Historien, juriste et diplomate, Jérôme Ollandet a assumé, de 1998 à 2001, les fonctions de secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, après avoir été ambassadeur du Congo en Guinée Equatoriale, au Cameroun, au Sénégal et en République centrafricaine.

Page 7

PAUVRETÉ

Environ 61% d'enfants vivent dans la précarité au Congo

Une étude sur la pauvreté multisectorielle des enfants, menée entre 2014 et 2015 par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), en collaboration avec le ministère du Plan, relève qu'environ 61% de gamins vivent dans la précarité.

D'après le rapport présenté hier par cet or-

ganisme onusien, l'impact de privations qui affectent les enfants est profond, non seulement sur ces derniers, mais également sur l'ensemble de la société.

« *Derrière les résultats obtenus ces dernières décennies au Congo, il y a encore des milliers d'autres enfants qui attendent de pou-*

voir aller à l'école, recevoir les soins, être protégés de la violence, de l'exploitation et de la maltraitance », a précisé la représentante de l'Unicef au Congo, Micaela Marques De Sousa. Une situation pour laquelle le gouvernement se dit être engagé dans le cadre de sa stratégie de développement.

Page 7

ÉDITORIAL

Convergence

Page 2

AUTONOMISATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

Des mères vulnérables bénéficient de l'accompagnement
pour leur réinsertion sociale

Page 5

ÉDITORIAL

Convergence

Ce que prouvera aujourd'hui même le « One Planet Summit » qui doit se tenir sur l'île Seguin, en proche banlieue parisienne, c'est qu'il existe désormais une forte convergence entre la majorité des Etats qui composent la planète Terre et les acteurs économiques publics ou privés qui en exploitent les ressources. Une véritable révolution, si l'on y réfléchit bien, qui devrait rassurer ceux et celles, fort nombreux, qui doutaient de la capacité de notre espèce à protéger la nature après le retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris annoncé récemment par l'imprévisible président Donald Trump.

Cinquante chefs d'Etat – parmi lesquels notre propre président, Denis Sassou N'Guesso –, quatre mille participants – parmi lesquels Michaël Bloomberg, Bill Gates, Richard Branson – et des centaines d'organisations non gouvernementales – parmi lesquelles Oxfam, WWF, C40 Cities –, vont réfléchir collectivement aux actions qu'il convient d'entreprendre pour protéger l'humanité des effets du dérèglement climatique et l'amener à mieux respecter la nature qui l'entoure. Du jamais vu dans un univers capitaliste où dominaient jusqu'à présent la recherche du profit à tout prix, le culte du bénéfice immédiat, le mépris des puissants à l'égard des pays émergents, le déni des atteintes portées à l'environnement.

L'on ne saurait affirmer que le « One Planet Summit » annoncé dès son arrivée au Palais de l'Élysée par le nouveau président français, Emmanuel Macron, résoudra le problème vital à tous égards que pose la suractivité humaine, mais il contribuera certainement à la mobilisation planétaire qui seule peut sauver l'homme du désastre annoncé. Et c'est une avancée d'autant plus considérable que ce Sommet a été précédé hier, toujours à Paris, par la troisième édition du « Climate Finance Day » qui réunissait, lui, les grands acteurs de la finance mondiale sur le thème du développement de la « Finance verte ».

Qu'il nous soit permis de rappeler aux hautes personnalités présentes aujourd'hui dans le vaste amphithéâtre de la « Seine Musicale », à Paris, que l'Afrique centrale s'est elle-même engagée de façon très concrète dans ce combat décisif à travers le Fonds bleu pour le Bassin du Congo dont la création a été décidée lors de la Conférence d'Oyo, il y a neuf mois. De leur dire aussi qu'elles seraient sages de nous accompagner concrètement dans cette noble et belle entreprise.

Les Dépêches de Brazzaville

ASSEMBLÉE NATIONALE

Des députés contestent l'impact social du PDARP

Un groupe d'élus du peuple estime que malgré les moyens mis en jeu, et le bilan déclaré positif par la Commission économie, finances et contrôle budgétaire, l'initiative du projet de loi, le Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes agricole (PDARP) n'a pas produit d'effets escomptés sur le marché national.



Une vue partielle des députés lors de la plénière photo Adiac

Dans son rapport synthèse, la Commission a noté avec satisfaction que le PDARP, dans sa phase 1, a été bien exécuté. Avec un budget de 60 milliards FCFA, le PDARP, cofinancé par le Congo et la Banque mondiale, fait partie des projets ayant réussi à obtenir le décaissement total de son budget en cinq ans, malgré les difficultés économiques causées par la chute des cours de baril de pétrole. Le même rapport a relevé que le staff dirigeant du projet a été reconduit au regard des performances encourageantes réalisées. Ces éloges ont suscité un tollé au sein de l'hémicycle. En clair, pour ces élus, le PDARP, malgré le bilan positif établi, n'a pas atteint ses objectifs réels car, ses performances ont été en deçà des attentes.

« Comment apprécier un projet pour lequel les fonds ont été décaissés à 100%, mais dont nous ne constatons aucun impact positif sur le marché. Depuis sa mise en œuvre, les prix des denrées alimentaires sont restés intacts, le gouvernement continue de dépenser jusqu'à 500 milliards FCFA par année, pour les importations », a déploré le député de Ngoko, Blaise Ambéto, auteur de la question. Le sac de fofou est toujours vendu à 50 000 Fcfa, même l'œuf à 150 Fcfa, a-t-il renchéri. Par ailleurs, le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de prêt entre la République du Congo et l'Association internationale de développement, relatif au Projet d'appui au développement de l'agriculture commerciale, a été adopté

à l'unanimité.

Par la même occasion, la plénière a examiné et adopté quatre autres projets de loi. Notamment le projet de loi portant création de la zone économique spéciale de Pointe-Noire, adopté avec amendements ; le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de financement additionnel entre le Congo et l'Association internationale de développement pour le financement de l'extension du Projet Lisungi-système des filets sociaux.

De même, il a été aussi adopté le projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Secrétaire des rédactions adjoint : Christian Brice Elion
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre

Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagnia

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Eyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SOMMET DE PARIS SUR LE CLIMAT

La ministre de l'Environnement évoque les raisons de la participation du Congo

Arlette Soudan Nonault a expliqué l'importance pour le pays d'être représenté au plus haut niveau aux assises du 12 décembre, dans la capitale française, par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, également président de la Commission climat du Bassin du Congo.

D'emblée, la ministre du Tourisme et de l'environnement a précisé que le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, participe au sommet de Paris sur le climat non seulement en tant que président de la République du Congo, mais également en qualité de président de la Commission climat du Bassin du Congo, qui a pour outil financier le Fonds bleu mais aussi le Fonds vert qui font partie de la déclaration de Marrakech (Maroc).

La Commission climat du Bassin du Congo présidée, a-t-elle rappelé, par Denis Sassou N'Guesso, est l'une des trois structures (dont la commission du Sahel présidée par le président du Niger et celle des Etats insulaires) mises en place en marge de la COP22 à Marrakech, dans le cadre du sommet de l'Afrique qui avait été initié par le roi du Maroc.

Pour Arlette Soudan Nonault, le chef de l'Etat congolais est un lanceur d'alerte. Depuis pratiquement une trentaine d'années, il a fait de l'environnement son cheval de bataille, précisément sur les questions d'ordre climatique qui sont aujourd'hui au centre de la planète. Aussi, a-t-elle indiqué, le président Denis Sassou N'Guesso a toute sa place autour de la table de ce sommet de Paris. « Nous allons à Paris porter le message de la Commission climat du Bassin du Congo, second poumon écologique du monde, dans lequel nous venons de découvrir



La ministre du Tourisme et de l'environnement lors de son évocation

l'une des plus grandes tourbières au monde entre la République démocratique du Congo et notre pays le Congo. Nous allons également y chercher des financements. », a-t-elle déclaré.

Réaffirmer l'opérationnalisation du Fonds bleu

Les accords de Paris, a indiqué la ministre en charge de l'Environnement, ont donné une démarche assez construite et le Congo est dans cette mise en œuvre. Le groupe des experts congolais, porté par l'Union africaine, poursuit les négociations. Partis de dix milliards dans les années 2000, les pays du Sud s'attendent à

cent milliards, alors qu'ils sont les moins pollueurs car n'émettant pratiquement que 4% de gaz à effet de serre par rapport aux pays du Nord. Une transition est en train de dessiner un squelette financier qui emmène sur la COP de Varsovie en 2019. « Il est important que le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, porte cet étendard pour présenter l'outil d'opérationnalisation de la Commission climat du Bassin du Congo à l'ensemble de tous les partenaires qui aborderont toutes ces questions d'ordre climatique. Nous-mêmes, à Brazzaville, avons accueilli une conférence des ministres de l'Environnement et ceux des Finances, du 3 au 5

octobre dernier, parce que nous sommes liés, car il n'y a pas de financement sans les financiers », a poursuivi la ministre du Tourisme et de l'environnement.

Ainsi donc, a-t-elle ajouté, le président de la République va à Paris pour réaffirmer l'opérationnalisation du Fonds bleu au niveau de cette grande rencontre qui a deux grands temps forts. D'abord tous les panels avec des thématiques bien arrêtées et des questions d'ordre climatique et financier, ensuite, le sommet de haut niveau qui ne concerne que les chefs d'Etat qui évoqueront ces questions.

« Il est important que le chef de

l'Etat congolais, étant président d'une commission, défende les couleurs de celle-ci en y apportant tout ce qui a été fait concernant les avancées. Aujourd'hui nous avons le cadre de préfiguration, les cahiers de charges des comités Ad hoc, ... Bref, nous avons tous les outils de gouvernance financière qui nous permettent tout simplement de lever des fonds et d'aller vers les partenaires économiques. Donc, il est temps de le dire et surtout d'évoquer ces questions sur la tourbière qui est un fonds carbone. », a martelé Arlette Soudan Nonault.

A propos, a signifié la ministre congolaise de l'Environnement, le président Emmanuel Macron, pendant la Cop23 à Bonn, demandait que la tonne de carbone soit rachetée à près de 20 euros le kilo, or les pays du Sud sont à cinq dollars. « Nous qui sommes le poumon écologique, souhaitons que le chef de l'Etat puisse le rappeler à ses pairs afin qu'il y ait un engagement concret à ce niveau-là, dans le cadre des accords de Paris de près de cent milliards envers les pays du Sud et surtout présenter cet outil financier que nous avons, le Fonds bleu, dans le cadre de cette économie portée par les pays de la Commission climat du Bassin du Congo qui sont les quinze Etats qui constituent la Commission économique des Etats d'Afrique centrale, la Commission économique des Etats de l'Afrique de l'est, et nous avons aussi le Maroc, partie signataire des accords d'Oyo. », a conclu la ministre du Tourisme et de l'environnement, justifiant le déplacement du chef de l'Etat congolais, à l'occasion de ce sommet de Paris.

Bruno Okokana

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

L'état du tronçon Impfondo-Epéna inquiète le gouvernement

En séjour de travail dans la partie septentrionale du pays, le Premier-ministre, Clément Mouamba, est allé toucher du doigt l'état de délabrement de l'infrastructure et le rétrécissement de sa chaussée.

Construite dans les années 1980 à la faveur du plan quinquennal, la route Impfondo-Epéna, longue de 87 km, est devenue un véritable casse-tête pour les usagers. En effet, en partant du chef-lieu du département jusqu'à environ 12 km, cette route bitumée se trouve dans un état de dégradation avancée. Plus loin encore, dans la sous-préfecture d'Epéna, elle s'est véritablement rétrécie jusqu'au point où deux véhicules venant de sens opposés ne peuvent pas passer. En compagnie des ministres Henri Djombo et Rosalie Matondo, ainsi que des techniciens des travaux publics, Clément Mouamba pense qu'en cette période de crise économique, il faut préserver l'existant. D'où la nécessité d'inscrire ce

projet dans le programme d'entretien routier 2018-2019 consistant à la réparation des routes sur l'ensemble du territoire national.

« Nous avons fait les calculs au niveau national, lorsque nous voulons élaguer toutes les routes du pays qui sont dans ces conditions, les évaluations nous mènent à plus de vingt milliards FCFA par an, et pourtant il faut nettoyer les routes. L'Etat doit s'y employer, puisque nous constatons que le goudron en bas est bon, mais la route se ferme, la nature prend le dessus », a indiqué le Premier ministre. Selon le chef du gouvernement, la responsabilité incombe tout d'abord à l'Etat mais dans d'autres pays, la gestion des routes est parfois confiée au secteur privé, car il s'agit d'une activité économique. « Les mêmes routes sont économiques, il y a des emplois, nous allons construire les péages pour que cet argent serve à entretenir la route. Donc, l'Etat est au centre, soit par ses propres moyens, soit par des moyens indirects



liés à certains partenaires qui pourraient s'intéresser. Dans un premier temps, je crois que nous sommes particulièrement interpellés pour que cette ré-

paration se fasse, puisqu'il y a, de fois, des accidents qui se produisent du fait qu'il n'y a pas de visibilité sur la route », a conclu Clément Mouamba, ras-

Une vue de la route Impfondo-Epéna/DR surant les autorités locales et la population que des leçons seront tirées pour prendre de bonnes décisions.

Parfait Wilfried Douniama

République du Congo

MINISTÈRE DU PLAN DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE
 INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
 PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES
 Unité de Coordination du Projet
 Courriel : pstatcongo@gmail.com
 N° Avis : AMI N°04/PSTAT MANIFESTATIONS D'INTERET/DMI/C/17
 Financement IDA 5500 CG

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN STATISTICIEN D'APPUI, RESPONSABLE DE LA COMPOSANTE 2 «PRODUCTION DONNEES, DIFFUSION ET UTILISATION DES STATISTIQUES» AU PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement des activités du « Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat : « Recrutement d'un statisticien d'appui, responsable de la composante 2 «production données, diffusion et utilisation des statistiques».

Les objectifs assignés à ce projet sont: (i) renforcer les capacités du système statistique national à produire et diffuser en temps opportun des statistiques fiables et utiles à l'action des pouvoirs publics et à la prise des décisions ; (ii) promouvoir la demande des données statistiques.

II. Mandat

Le Statisticien d'appui est placé sous l'autorité du Coordonnateur du PSTAT à qui il rend compte de ses activités. Ses missions se déclinent comme suit :

Il est chargé, entre autres, de soutenir le Coordonnateur dans la bonne exécution technique du projet, en particulier de :

- Conseiller le Coordonnateur du projet dans le suivi et la mise en œuvre intégrée des opérations de collecte financée par le projet ;
- Superviser les opérations de collecte des données financées par le projet ;
- Aider à la préparation des documents techniques et du reporting narratif ;
- Soutenir la mise en œuvre du programme d'activités conçu pour améliorer la qualité des statistiques produites et diffusées par le Système Statistique National.

Nommé chargé des projets Recensement Général des Entreprises du Congo

(REGEC) et Enquête emploi, secteur informel et consommation des ménages (1,2,3), le statisticien d'appui est responsable du pilotage technique du processus de mise en œuvre desdits projets au niveau du PSTAT. Il travaillera en étroite collaboration avec les équipes de projets au niveau de l'INS. À ce titre il est chargé de :

- Coordonner la mise en œuvre des opérations techniques des projets recensement général des entreprises et enquête 1-2-3 et suivre les activités et les produits desdits projets ;
- Faire la communication interne et externe sur les activités et les résultats desdits projets ;
- Élaborer les rapports d'activités des projets ;
- Organiser les missions de suivi et d'évaluation des projets afin que les activités se déroulent de manière satisfaisante ; ETC.

III. Profil du Consultant

- posséder un diplôme de niveau minimum (bac + 5) en statistique ;
- avoir une formation complémentaire en suivi et évaluation des projets ;
- justifier d'une expérience professionnelle dans la supervision des opérations de collecte de données ;
- justifier d'une expérience professionnelle minimale en suivi et évaluation des projets de développement ;
- avoir une bonne maîtrise du logiciel d'analyse statistique (STATA, SPSS, R...) et de Gestion des Bases de Données (SGBD) ;
- avoir une maîtrise de l'outil informatique (Ms-Project, Word, Excel, Power Point, Visual Basic, etc.) ;
- avoir une bonne maîtrise du français ;
- être flexible ; apte à travailler en équipe

et sous pression, dans un environnement multiculturel ;

- être libre de tout engagement à la prise des fonctions ;

IV. Durée de la mission

La durée du contrat du statisticien d'appui, responsable de la composante 2 «production données, diffusion et utilisation des statistiques est d'une (1) année renouvelable compte tenu de ses performances et du besoin du Projet.

V. Dossier de candidature

L'Unité de coordination du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT), invite les candidats à fournir en français sur support papier et/ou par voie électronique (Word ou pdf), un dossier de candidature comprenant, un CV détaillé à jour et concis, une lettre de motivation, la photocopie des diplômes, et une ou des attestations de travail si possible.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de référence de ladite mission, tous les jours ouvrables, de 8 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous.

VI. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans les Directives : Sélection et emploi des consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale (Version de janvier 2011, révisées en juillet 2014).

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires dont un original à l'adresse ci-dessous au plus tard le mardi 26 décembre 2017 à 16h00 et porter clairement la mention « Candidature au poste de statisticien d'appui, responsable de la composante 2 «production données, diffusion et utilisation des statistiques»

A l'attention du Coordonnateur

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET, À BRAZZAVILLE, DERRIÈRE L'AMBASSADE DES ETATS UNIS D'AMÉRIQUE AU CONGO, BLOC1, PARCELLE 70/59 BIS, AR-RONDISSEMENT 2 BACONGO. Tél : +242 22 613 31 08; pstatcongo@gmail.com.

Email : corridor.marche@yahoo.fr

ZONE CÉMAC

Un atelier régional pour renforcer l'implication de la femme dans le secteur minier

Des membres des comités ITIE et des militants du genre sont attendus du 14 au 15 décembre à Libreville, au Gabon, pour plancher sur les moyens de promouvoir la participation de la femme au développement de la sous-région.

Initié par la commission de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac), en partenariat avec son Projet de renforcement de la gouvernance des matières premières de la Coopération allemande (GIZ), l'atelier permettra de présenter les travaux d'harmonisation en matière de genre entrepris et les axes prioritaires de mise en œuvre.

Cette rencontre va aussi, d'après ses organisateurs, permettre de recenser les initiatives visant à promouvoir la



Les acteurs et partenaires réunis en juillet dernier à Douala

prise en compte du genre ; d'exposer les conditions de la femme dans le secteur minier

et les axes d'amélioration ; de soumettre les cas de bonnes pratiques et de formuler des re-

commandations optimales. Durant les deux jours d'échanges, les participants

seront édifiés sur la politique communautaire de la Cémac, en matière de genre et de responsabilité sociale des entreprises. Ceux-ci mèneront des discussions thématiques sur : « *Les femmes et la mine artisanale : enjeux, défis et perspectives* » et « *Les cas de bonnes pratiques* ».

La problématique du genre constitue l'une des valeurs fondamentales du Programme économique régional adopté par les Etats membres. La zone Cémac s'est alors dotée d'une stratégie régionale visant à renforcer la prise en compte du genre. Cette stratégie intègre la précarité de la condition féminine et la faible prise en compte de son impact sur le développement de la sous-région.

Fiacre Kombo

OLYMPIADES MONDIALES DES STARTUPS

Deux entreprises innovantes pour représenter le Congo

La deuxième édition de l'événement aura lieu du 31 mai au 1er juin 2018 à Lisbonne, au Portugal. En prélude à celle-ci, une compétition locale s'est tenue la semaine dernière, à Brazzaville, en présence de Gérard Lokossou, directeur général d'Airtel Congo, société sponsor de la manifestation, en vue de retenir les délégués du Congo.

La compétition internationale de présentation du Plan d'affaires « Get in the ring » est destinée aux startups, jeunes entreprises congolaises innovantes à fort potentiel de développement.

L'objectif global du « Get in the ring » est d'identifier les startups les plus prometteuses à travers le monde afin de les mettre en contact avec des investisseurs et partenaires potentiels lors d'une compétition mondiale dénommée Global conférence ou Olympiades mondiale des startups.

« Get in the ring » contribue également à renforcer le leadership des jeunes entrepreneurs et à les rendre plus compétitifs dans un environnement économique mondial de plus en plus incertain.

La compétition locale, qui est à sa deuxième édition également, avait pour objectif d'identifier et de retenir le représentant national au rendez-vous mondial. A l'issue de celle-ci, Laude Washington Obami a été sélectionné dans la catégorie Poids lourd et



Les deux gagnants de la compétition locale devant représenter le Congo aux olympiades mondiales

Philippe Moukengué dans la catégorie Poids léger.

« *Nous allons à Lisbonne pour montrer que le Congo peut avoir une croissance grâce au numérique. Nous allons pour montrer la stratégie nationale du développement de la monnaie électronique. Je pense que ceci permettra à d'autres pays de découvrir les startups congolaises et leurs innovations. Car, notre plateforme de multibanking est la première en zone Cémac* », a déclaré Laude Washington

Obami.

Rappelons que la première édition des olympiades mondiales des startups s'est tenue à Singapour les 17, 18 et 19 mai 2017. Elle avait réuni plus de cent quarante startups venues de plus de cent pays. L'Afrique y a été représentée par six pays, le Bénin, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Soudan et le Tchad auxquels il faut ajouter Madagascar.

Bruno Okokana

INSERTION SOCIALE

Des mères vulnérables formées pour leur autonomisation

L'ambassadeur des Etats-Unis au Congo, Todd Haskell, a remis le 11 décembre des attestations de reconnaissance aux mères vulnérables à l'issue d'une formation dans le cadre du projet d'accompagnement vers l'autonomisation socio-économique mis en œuvre par l'ONG Action solidarités internationales (ASI), financé par la représentation diplomatique américaine.

Au total, vingt mères vulnérables ont été identifiées par le Haut-commissariat pour les réfugiés dont deux n'ont pas pu achever la formation pour les raisons de santé. Quinze d'entre elles sont des réfugiées d'origine rwandaise, centrafricaine et congolaise de la RDC, alors que cinq sont originaires du Congo-Brazzaville.

La formation a duré six mois. Ces mères ont appris la couture, la pâtisserie, la restauration et l'éducation financière pour promouvoir le développement des activités génératrices de revenu.

La coordonnatrice de l'ASI, Marie Melki, a présenté sa structure et les différentes actions réalisées lors du projet d'accompagnement vers l'autonomisation socio-économique des mères vulnérables. Elle a expliqué que cette ONG a réalisé des enquêtes, des entretiens avec les mères vulnérables et organisé des focus de groupe, des séances d'alphabétisation et d'écoute ainsi que des activités génératrices de revenu. Les apprenantes ont bénéficié à cette occasion des kits qui permettront leur insertion socio-économique.

L'ambassadeur Todd Haskell a signifié que le projet était financé à hauteur de 25 000 dollars américains. Les certificats remis aux bénéficiaires s'inscrivent dans le cadre du Fonds Julia Taft, un fonds du bureau de la population des réfugiés et des migrations du département d'Etat américain. Ce fonds est une subvention allouée à des projets de développement durable proposés et mis en œuvre par des ONG locales. Le but étant d'améliorer les conditions des réfugiés à travers le monde.

Les bénéficiaires ont salué l'initiative prise en leur faveur. Marie Matondo, mère de huit enfants, n'a pas caché sa satisfaction. « *L'aide apportée à notre faveur est très importante. Aujourd'hui, je vends de la friperie et cela me permet de subvenir à mes besoins* », a-t-elle dit.

Belvia Naomie Phénecia Namsené, réfugiée centrafricaine, a exprimé leur reconnaissance au HCR, à l'ambassade des Etats-Unis et à l'ONG ASI.

Lydie Gisèle Oko

GOUVERNANCE

Des entreprises congolaises sensibilisées à la «Démarche qualité»

La première édition, organisée le 9 décembre, par le ministère de l'Economie, de l'Industrie et du portefeuille public, avait pour objectif d'édifier ces entreprises sur ce concept innovant à travers lequel elles peuvent améliorer leur gouvernance interne en vue d'atteindre leurs objectifs.

L'organisation de cet atelier de sensibilisation s'inscrit dans le cadre de la journée internationale de la qualité, célébrée le 10 novembre de chaque année. Au Congo, le thème choisi pour cette première édition était : « Qualité et Innovation : comment transformer la culture de notre entreprise ? ».

À cette occasion, plusieurs thèmes ont été développés par des cadres et experts du ministère de l'Economie, portant entre autres sur les enjeux et bénéfices de la Démarche qualité ; le plan de mise en œuvre de la Démarche qualité et la qualité dans l'organi-



Raymond Dirat (au milieu) ouvrant les travaux photo Adiac

sation de l'entreprise.

Parlant des enjeux, on retient que ceux-ci sont économiques, technologiques, juridiques et sociaux. En résumé, on peut noter que la Démarche qualité est une ap-

proche stratégique décidée et supervisée par la direction de l'entreprise. Elle appartient à tous les collaborateurs et est mise en œuvre par le manager.

La gestion de la qualité comprend

plusieurs composantes : la démarche qualité, le système qualité ; l'audit qualité ; le contrôle qualité ; l'assurance qualité et la charte qualité.

Au niveau opérationnel, d'après

les experts, la Démarche qualité reste un instrument de réconciliation des acteurs de l'entreprise mettant le client au cœur du fonctionnement global.

Au plan réglementaire, cette innovation procure des atouts importants qui garantissent la transparence et la traçabilité au sein de l'entreprise. Elle fait partie des impératives de production, et demeure une vraie source économique.

La Démarche qualité conduit surtout à des innovations dont le but est de produire et satisfaire l'ensemble des acteurs en présence, notamment les travailleurs, les responsables et les clients, pour améliorer la culture de l'entreprise.

Notons que la cérémonie était patronnée par le directeur de cabinet du ministre de l'Economie, de l'Industrie et du portefeuille public, Raymond Dirat.

Firmin Oyé

INONDATIONS

Le gouvernement et les Nations unies au chevet de la population d'Impfondo

Une mission conjointe d'assistance humanitaire vient de séjourner dans le chef-lieu du département de la Likouala où de nombreuses familles sont sinistrées depuis près de deux mois, suite aux pluies diluviennes qui se sont abattues dans la zone ainsi que la montée des eaux dans les cours d'eau environnants.

Les pluies diluviennes qui se sont abattues à Impfondo les mois derniers ont causé des dégâts importants. Ainsi, environ cinq mille personnes issues de mille ménages sont sinistrées. On dénombre également près de deux cent cinquante maisons détruites et quatre cent vingt-trois inondées. De même, des champs de plantations sont complètement dévastés. Des traces sont, jusqu'à ce jour, visibles dans certains quartiers de cette ville située au bord de l'Oubangui, au nord du Congo. Les membres du gouvernement, conduits par le Premier ministre, Clément Mouamba, ainsi que les représentants de quelques agences du système des Nations unies avec à leur tête Anthony Kwaku Ohemeg Boamah, ont visité pendant leur séjour certains quartiers de la commune d'Impfondo.

Au nombre des endroits visités, il y a le quartier Angola-Libre, notamment la zone ACI où l'hôpital général d'Impfondo est en construction et certaines maisons sont encore dans l'eau, donc inaccessibles à la population. « Ce sont les eaux des pluies et celles de la rivière Djemba qui ont inondé les différents quartiers. Par exemple, en octobre il a plu du 1er au 31 sans relâche », a



Des victimes se plaignant auprès des autorités (Crédit photo Adiac)

expliqué un témoin qui garde encore un mauvais souvenir de cette catastrophe naturelle.

En effet, selon des témoignages, ce sont les pluies diluviennes qui se sont abattues du 1er au 3 novembre qui ont fait plus de dégâts. Pour soulager tant soit peu les souffrances de la population sinistrée et les familles d'accueil, le gouvernement a mobilisé, avec l'appui de ses partenaires, de l'assistance humanitaire d'urgence composée des vivres, non vivres, de médicaments et des kits scolaires.

Partie de Brazzaville le 6 décembre sous la direction de la ministre des Affaires sociales, de

l'action humanitaire et de la solidarité, Antoinette Dinga-Dzondo, cette mission a été honorée de la présence du chef du gouvernement, Clément Mouamba.

Prévenir des catastrophes

Sur place, plusieurs activités ont été réalisées. Il s'agit notamment de la remise des vivres et non vivres composés, entre autres, des médicaments et kits scolaires ; la réhabilitation de cinq points d'eau « Eau pour tous » par la société Asperbras. Les autres actions menées consistent à la mise en place d'un dispositif de production de l'eau de javel en vue de la purification de l'eau de

consommation et autres usages domestiques. Il y a eu aussi la formation des équipes de désinfection des zones, maisons d'habitations et autres établissements touchés par les inondations ; le lancement du déparasitage des enfants de 0 à 5 ans.

Remettant un échantillon du don au Premier ministre, le coordonnateur des agences du système des Nations unies au Congo, Anthony Kwaku Ohemeg Boamah, pense qu'il vaut mieux prévenir que guérir. « Nous avons travaillé avec les autorités, notre souhait est que nous disposions ensemble des plans de contingence et former une cel-

lule de crise. Il y a des canalisations qui sont bouchées à Impfondo, donc à notre retour sur Brazzaville, nous allons travailler avec les ministères concernés pour disposer d'un plan de contingence puis définir des stratégies permettant de gérer ce type de problème... », a-t-il prévenu.

Le Premier ministre a, de son côté, insisté sur le fait que l'aide acheminée soit distribuée à la population sinistrée estimée à plus de quatre mille personnes. « Ce qui s'est passé à Impfondo, c'est en partie dû à notre incapacité de maintenir constamment les acquis, protéger et assainir les caniveaux. Nous venons de constater qu'il y a une main d'œuvre disponible, prochainement il faudra que nous tirions les bonnes leçons. Il y aura toujours des pluies mais il faudra que le pays soit toujours prêt à prévenir les événements, c'est la leçon qu'il faut tirer pour la gestion de toutes ces difficultés y compris les catastrophes naturelles. », a indiqué Clément Mouamba.

Il s'est, par ailleurs, félicité de la promptitude avec laquelle toutes les agences du système des Nations unies ont répondu pour soutenir les efforts du gouvernement dans la résolution de cette crise. Il s'agit précisément de l'Unicef, l'Organisation mondiale de la santé, du Programme alimentaire mondial et du Programme des Nations unies pour le développement. Notons que d'autres tonnes de vivres et non vivres sont présentement en route pour Impfondo.

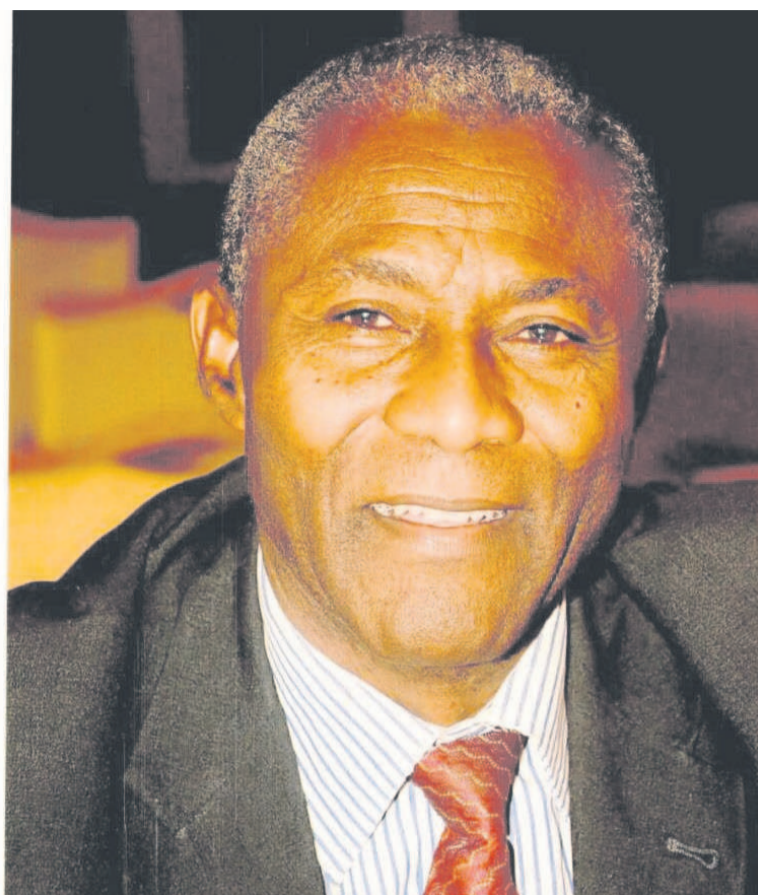
Parfait Wilfried Douniama

DISPARITION

L'ambassadeur Jérôme Ollandet décédé à Paris

Le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et des Congolais de l'étranger a annoncé, lundi matin, la mort de l'ambassadeur Jérôme Ollandet, survenue dans la nuit du 10 au 11 décembre à Paris, en France.

Né en 1943 à Oyomi, district d'Owando, Jérôme Ollandet, intellectuel reconnu, quitte la terre au terme d'un parcours administratif et intellectuel bien rempli. Historien, juriste et diplomate, il a assumé, de 1998 à 2001, les fonctions de secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, après avoir été ambassadeur du Congo en Guinée Equatoriale, au Cameroun, au Sénégal et en République centrafricaine. Ambassadeur itinérant, il a



Jérôme Ollandet (DR)

suivi à ce titre plusieurs dossiers dont ceux de la Conférence internationale pour la région des Grands lacs. Il a toujours su partager sa longue et riche expérience à travers des livres et des conférences publiques dont l'une des toutes dernières sur « *la diplomatie congolaise : des indépendances à nos jours* », le 3 mars dernier à l'auditorium du ministère des Affaires étrangères, restera le dernier souvenir de nombreux jeunes congolais qui composaient son auditoire de ce jour.

L'autre passion de ce docteur d'histoire de l'université Paul-Valéry de Montpellier était l'enseignement. Il a été, entre autres, proviseur du lycée de Makoua, directeur des examens et concours

et enseignant chercheur à l'Université Marien-Ngouabi dont il a été l'un des grands dépositaires de l'histoire contemporaine du Congo. Jérôme Ollandet a formé de nombreux jeunes congolais à qui il laisse une importante bibliographie dédiée aux deux passions de sa vie que sont l'histoire et la diplomatie.

Tchicaya – Opangault – Youlou, la vie politique au Congo Brazzaville, 1945-1964 ; L'expérience congolaise du socialisme, de Massamba-Débat à Marien Ngouabi ; Les hommes et le symbolisme des plantes en Afrique centrale – Essai d'anthropologie générale, font partie des nombreuses publications qu'il nous laisse en héritage.

La Rédaction

PAUVRETÉ

61% d'enfants vivent dans la précarité au Congo

Une étude sur la pauvreté multisectorielle des enfants menée entre 2014 et 2015 par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), en collaboration avec le ministère du Plan, relève que les enfants de moins de 5 ans en République du Congo n'ont pas accès aux services de santé (69%), de protection (75%) et de développement (63%).

Les résultats de cette étude ont été présentés, le 11 décembre à Brazzaville, au gouvernement congolais représenté par le Premier ministre, Clément Mouamba.

Ce rapport souligne, par ailleurs, que l'impact de privation qui affecte les enfants est profond, non seulement sur ces derniers, mais sur l'ensemble de la société. Rassurant la population quant à l'amélioration de cette situation, le Premier ministre a indiqué : « *malgré un contexte économique et financier difficile, notre pays reste engagé dans la bataille contre la pauvreté. Et, la problématique de l'enfance figure en bonne place dans les stratégies développées à cet effet.* »

La représentante de l'Unicef au Congo, Micaela Marques De Sousa a, quant à elle, souligné : « *derrière les résultats obtenus ces dernières décennies au Congo, il y a encore des milliers d'autres enfants qui attendent de pouvoir aller à l'école, recevoir les soins, être protégés de la violence, de l'exploitation, de la maltraitance.* »

Outre cette étude, l'Unicef et le Congo ont également réalisé, dans la même période, une enquête en grappe à indicateurs



Le Premier ministre et d'autres officiels posant avec les enfants, invités à cette cérémonie

multiples (MICS). Ce deuxième rapport souligne que le gouvernement a accompli de réels progrès dans les domaines du droit à la protection, à l'éducation et à la survie. La mortalité infantile, par exemple, a baissé de plus de la moitié ces dix dernières années. Le taux est passé de 75 à 36 décès sur mille naissances vivantes entre 2005 et 2015.

A propos de l'éducation, le taux de fréquentation scolaire est de 97% au primaire et une parité

parfaite entre filles et garçons. Cependant, au fur et à mesure que l'on avance dans le système éducatif, les filles deviennent moins nombreuses, a fait remarquer ce rapport.

La malnutrition chronique touche encore 17% des enfants de moins de 5 ans en milieu urbain contre 28% en milieu rural. Parmi les enfants de 12 à 13 mois, seulement 26% ont reçu des vaccins contre les maladies cibles du programme élargi de

vaccination.

Au regard de nombreux défis à relever dans le cadre de la protection de l'enfant au Congo, la représentante de l'Unicef a renouvelé l'engagement de son institution en collaboration avec les agences du système des Nations unies, ainsi que les partenaires au développement, à accompagner les efforts du gouvernement, dans la mise en œuvre des politiques et programmes sectoriels amis

des enfants, l'application de la convention relative aux droits de l'enfant et la poursuite des Objectifs de développement durable.

Signalons que la présentation de ces deux rapports a été couplée à la célébration du 71e anniversaire de l'Unicef. Présent dans 190 pays et territoires du monde entier, cet organisme international promeut les droits et le bien-être de chaque enfant.

Lopelle Mboussa Gassia

ASSISES NATIONALES DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

Près de 500 participants attendus à la première édition

L'Université des connaissances africaines (UCA) organise, les 14 et 15 décembre à Brazzaville, la première édition des Assises nationales de l'emploi et de la formation (ANEF) sur le thème : « Comment créer 6 000 emplois de 2018 à 2023 »

Les objectifs de cette rencontre qui réunira près de 500 personnes à l'auditorium du ministère des Affaires étrangères ont été présentés au cours d'une conférence de presse animée le 11 décembre à Brazzaville par le président de l'UCA, Patrice Passy. Selon lui, la première édition des ANEF qui sera placée sous le patronage du Premier ministre sont un creuset d'échanges d'expériences et une occasion de mettre en exergue les potentialités nationales pour les chantiers de l'emploi des jeunes diplômés congolais.

En effet, ces assises permettront de débattre des problématiques liées à l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi sur le marché du travail au Congo, et d'aborder des questions relatives à la formation et aux métiers en vue de l'insertion professionnelle des jeunes ; de la lutte contre le chômage. Les communications porteront, entre autres, sur l'Emploi et la cohésion sociale au Congo ; les réponses de l'Etat congolais ; l'Enseignement



Patrice Passy et Belinda Patricia lors de la conférence de presse ; crédit photoAdiac

supérieur face aux métiers d'avenir, métiers en souffrance, métiers en tension ; comment s'organise l'université ? ; les Chantiers de l'emploi au Congo de 2018 à 2023. Les autres exposés seront consacrés à l'attractivité de l'emploi dans les PME-PMI vue par les jeunes diplômés et les

responsables des PME ; quelle insertion professionnelle pour les jeunes congolais issus des milieux défavorisés ou des familles démunies ?

Ainsi, une réflexion sera menée pour, dit-il, accompagner au mieux les jeunes diplômés vers la vie active en suscitant l'auto-emploi, à travers

par exemple le lancement du Téléthon national de l'emploi. Parmi les participants, il y aura ceux qui viendront des ministères, d'Uni Congo, UNOC, les entreprises. Cette initiative aboutira à terme, a indiqué Patrice Passy, à la mise en place d'un chantier national des emplois des

jeunes diplômés de 2018 à 2023 ; à la création de l'Observatoire national des métiers et des emplois ; la mise en place d'une cartographie nationale des métiers et de compétences ; la création d'un centre national des formations aux métiers ; le lancement du téléthon de l'emploi.

« Nous proposons la création de 6000 emplois, à travers le chantier national de l'emploi que nous lançons les 14 et 15 décembre de 2018 à 2023, avec les jeunes diplômés, les chômeurs et le gouvernement. La phase de préparation et de lancement est financée par l'UCA. Ces 6 000 emplois peuvent être considérés pour nous comme un plan quinquennal national autour de l'emploi », a expliqué Patrice Passy à la presse.

Lancée en novembre 2015 à Paris, l'UCA est une association apolitique qui se veut être un lieu de pollinisation mutuelle sur des questions relatives à la production de nouveaux paradigmes africains nés des dynamiques endogènes, générées par la mondialisation. « Nous considérons l'UCA comme une fabrique d'initiatives citoyennes ; un appareil de solutions dans le cadre de l'innovation sociale que nous mettons à la disposition des autorités, des entreprises pour solutionner leurs problèmes », a conclu son président.

Parfait Wilfried Douniama

BUROTOP IRIS

**ACHETER UN TELEVISEUR SMART
N'EST PLUS UN LUXE**

VESTEL



32" HD : 119 000 FCFA HT

43" FULL HD : 219 000 FCFA HT

50" FULL HD SMART : 369 000 FCFA HT

55" FULL HD SMART : 419 000 FCFA HT

65" ULTRA HD SMART : 999 000 FCFA HT

4 Avenue FOCH - Centre Ville - Brazzaville Tél.: 055 777 888 - 066 69 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après le Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél.: 044 53 53 53 - 056 056 056

LE « ONE PLANET SUMMIT »

Le sommet verra-t-il la mise en œuvre effective du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo ?

La Ville Lumière qui a vu l'adoption de l'accord sur le climat qui porte son nom, cela fait deux ans déjà, abrite cette semaine le sommet « One Planet Summit » à l'initiative du président Emmanuel Macron dans le but de remobilisation des finances en faveur d'une réelle mise en œuvre de l'Accord de Paris. Mais, encore une fois, la voix de l'Afrique portée par le président Denis Sassou N'Guesso, va-t-elle porter ? Son plan de sauvetage, à travers l'économie verte, du Bassin du Congo, le second poumon de la planète après l'Amazonie, va-t-il, enfin décoller ?

Tout le gotha de la haute finance internationale, des chefs d'Etat et de gouvernement, de hauts responsables institutionnels et privés, des ONG, des experts et des stars de tous bords, des acteurs de la société civile et des représentants des médias doivent tous se mobiliser pour la réussite de ce sommet capital et des forums qu'il abrite et faire travailler les acteurs engagés sur la mise en œuvre de projets d'une manière extrêmement concrète, comme l'affirme l'Elysée.

Ce concret recherché et cette volonté ferme de passer au stade de l'exécution, ainsi que les initiatives qui seront décidées cette semaine, devraient répondre aux attentes de tout un continent qui a fait du « Fonds Bleu » la tête de pont de son action en matière de lutte contre le réchauffement climatique et qui, après avoir pris des engagements sérieux, attend toujours des preuves de la solidarité et de la coopération promises.

Suite au retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris qui porte un coup au financement en faveur du climat, Washington étant le premier contributeur au GIEC et au Fonds vert pour le Climat, il était impératif de relancer la mobilisation des acteurs concernant les financements publics et privés.

Après trois ans de stabilité relative, les émissions de CO2 liées aux énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz), responsables de l'essentiel du réchauffement, sont reparties à la hausse. Il est, en effet, crucial d'assurer le financement d'une économie dé-carbonée, notamment en assurant des transferts entre le Nord et le Sud à travers des mécanismes comme le Fonds vert pour le climat et le Fonds bleu du Bassin du Congo pour l'Afrique.

Le constat au lendemain de la COP 23 est sans appel : les efforts en matière de financement sont aujourd'hui insuffisants pour parvenir aux engagements de l'accord de Paris. Aussi, le sommet de ce mardi 12 décembre doit contribuer grandement à fixer les modalités de financement d'une économie dé-carbonée sachant que les 100 milliards de dollars annuels promis aux pays émergents d'ici à 2020 constituent une petite

part de l'ensemble des financements nécessaires pour réaliser une transition climatique au niveau mondial.

Le Fonds bleu pour le Bassin du Congo, lancé par le président Denis Sassou N'Guesso le 15 novembre 2015 à Marrakech, en plein travaux de la 22^e Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations unies sur les Changements Climatiques, qui porte sur la préservation du deuxième poumon de la planète et concerne une douzaine de pays au cœur de l'Afrique a fait du chemin depuis et mérite toute l'attention du sommet.

En fait, si l'enjeu principal du sommet de Paris est de promouvoir un cadre qui permette de diriger les financements publics et privés vers des investissements verts, ce fonds bleu pour le Bassin du Congo qui représente à lui seul 220 millions d'hectares de forêts et qui vise à renforcer l'approche éco-systémique de gestion intégrée du massif forestier et des eaux de cette région, devrait être en tête de liste des préoccupations et des projets de financement. Ce bassin intègre, en effet, ce que la Commission économique pour l'Afrique a défini comme « l'économie bleue en garantissant des solutions tant au niveau économique qu'environnemental ».

Le Fonds bleu propose des subventions renouvelables chaque année de 100 millions d'euros avec des engagements sur le long terme ; œuvrant pour la protection de l'environnement et pour la réduction des effets du réchauffement climatique dans la région. Projet de développement durable qui va au-delà de la simple gestion concertée et responsable des écosystèmes forestiers du deuxième poumon écologique de la planète, il doit promouvoir l'éclosion d'une économie bleue en Afrique centrale.

Le Fonds bleu est un programme de paix

« Le Fonds bleu est un programme de développement et d'intégration économique, puis de règlement des problèmes de pauvreté. Bref, c'est un programme de paix », a déclaré le président congolais, initiateur du projet. L'initiative, a deux grandes ambitions : la préservation des forêts et des



Le président Denis Sassou N'Guesso lors du lancement du Fonds bleu à Marrakech

eaux du Bassin du Congo, mais aussi aider les populations de près de 100 millions d'âmes à accéder à une meilleure qualité de vie. Elle s'inspire du Fonds vert pour le climat de l'ONU et vient proposer des projets visant à préserver les eaux et forêts et à favoriser le développement local et l'économie bleue : amélioration des voies navigables, construction de petits barrages ou de systèmes d'irrigation, essor de la pêche, de la pisciculture, de l'écotourisme.

Le chef d'Etat congolais et porte-parole de ses pairs africains pour le développement durable est connu depuis des décennies pour son combat pour la protection de l'environnement et le développement durable sur le continent. Les actions inlassables, les conseils prodigués, les pistes proposées et les initiatives prises, toujours inspirés des grands principes de la sagesse et du génie africain, constituent une richesse indéniable, une vraie banque de données où puiser les voies et moyens de réaliser les objectifs d'aujourd'hui.

Cette vision dont les éléments ont été égrenés au fil des ans est à l'origine du lancement du Fonds bleu mais bien des initiatives innovantes avaient vu le jour avant ce projet fédérateur. A la veille de son départ pour le sommet climatique de Copenhague en 2009, le président avait présenté, à la Galerie Congo de Brazzaville, des ouvrages consacrés aux défis du développement durable et à la place du continent dans l'avenir de la planète.

Publiés par Les Editions Jacques Marie Laffont et Les Portes du Soleil sous la direction de Maria Maylin, les deux

livres « L'Afrique : enjeu de la planète » et « Gondwana et l'arbre des ancêtres » - parlent du rôle que l'Afrique va devoir jouer dans la bataille qui s'engage pour l'avenir de la planète. Si le premier ouvrage est une réflexion sur le rôle de l'Afrique à l'heure où le monde se fragilise à cause du réchauffement climatique, le second, sous la forme plus plaisante d'un conte, est une bande dessinée « destinée à raconter aux enfants l'importance des arbres et leur rôle essentiel dans la préservation de la vie sur terre ».

Terre d'École, une initiative pour l'Afrique

Autre initiative du président qui devrait faire école sur l'ensemble du continent, et même plus loin, est le projet « Terre d'École ». Parti d'une idée lancée par le chef d'Etat, notamment que l'école publique devrait être adossée à un champ pour initier les enfants et les jeunes et leur apprendre à s'occuper de leur terre tout en veillant à l'acquisition du savoir. Il s'agit, en effet, de les préparer aux défis du développement durable. Le projet est en passe de devenir l'embryon d'un vrai réseau « TDE » en Afrique vu l'intérêt et l'enthousiasme que ne cessent de susciter son projet phare de campus de Kintélé, près de Brazzaville, et les activités de labellisation des écoles « vertes ».

Sûr de la crédibilité de son action, le Président aime à répéter qu'au « moment où se pose le problème du changement climatique à l'échelle du monde l'Afrique peut se présenter, comme je le dis souvent, comme une solution et non pas comme un problème ».

L'implication du Maroc qui était

dûment représenté, le 9 mars dernier à Oyo, la ville natale du président Sassou N'Guesso, au cœur de la forêt tropicale qui a abrité la signature de l'accord créant le Fonds, a activement contribué à l'accélération de la mise en œuvre du projet, implication qualifiée de première illustration de « l'Afrique en action » prônée par le Souverain marocain.

Le Fonds bleu a été désigné comme dossier prioritaire par et pour le continent africain. Il a pour objectif la redéfinition des bases de l'économie de la région du bassin du Congo, en passant de l'exploitation des forêts à un développement durable et innovant autour des eaux du Congo et de ses affluents.

En plaçant la question de l'exploitation de l'eau, en tant que fondement d'une justice climatique, au centre des enjeux de paix et de stabilité, il permettra ainsi d'assurer la prospérité des nations, l'épanouissement des individus et la préservation de l'environnement. Mais, l'urgence autour de cette priorité sera-elle comprise et prise en compte cette semaine à Paris, ou faudra-t-il attendre la prochaine échéance à San Francisco, en 2018, pour en parler encore ? Le succès du One Planet Summit et ses résultats seront jugés à l'aune de la priorité accordée par la communauté internationale à de grands projets comme le Fonds bleu qui concerne le devenir, voire la survie même, du poumon de l'Afrique, le continent de toutes les promesses, et qui attend que le reste du monde tienne d'abord les siennes. Il y va de l'avenir de tous./

Abdou Akdim Senior Editor

CLIMAT

Un sommet à Paris pour des avancées concrètes

Le président de la Banque mondiale a estimé que le Sommet sur le climat qui se tiendra mardi à Paris est une opportunité pour concrétiser sur le terrain des avancées en matière de lutte contre le changement climatique.

«Ce sommet est différent car il ne s'agit pas d'une énième rencontre politique à haut niveau, il va permettre de rassembler des groupes de personnes qui habituellement ne se rencontrent pas», a déclaré Jim Yong Kim, lors d'une conférence téléphonique avant le Sommet qui se tiendra sans le président américain, Donald Trump. Environ quatre participants et huit cents organisations et acteurs publics et privés sont attendus à ce sommet dans la capitale française, baptisé «One Planet Summit», deux ans après l'accord de Paris sur le climat.

Organisé conjointement par la France, les Nations unies et la Banque mondiale, il se tiendra sur l'île Seguin, en banlieue parisienne, et sera consacré au financement des politiques climatiques. «L'un des sujets les plus importants la semaine prochaine est le niveau de finance-

ment, pour l'heure insuffisant, pour atteindre les engagements de l'accord de Paris», a expliqué M. Kim. Il a souligné que «l'Agence internationale de l'énergie estime qu'il faudra en moyenne 3 500 milliards de dollars (d'investissements dans le secteur énergétique) chaque année pendant trente ans pour contenir l'augmentation des températures à un minimum de 2°C».

Le dirigeant de l'institution, basée à Washington, a, en outre, relevé que tout le monde était désormais conscient du fait que la prochaine étape est d'assurer les investissements pour accompagner notamment les pays en voie de développement dans leur adaptation aux problématiques du changement climatique. «Sans financement, (l'accord) ne sera qu'un processus politique et rien ne changera sur le terrain», a-t-il également déclaré.

La Banque mondiale s'est engagée à accroître de 28% d'ici 2020 ses financements pour répondre à la demande, a rappelé une porte-parole. Cette année, elle a consacré treize milliards de dollars à plus de deux cents projets liés au climat. Entre 2011 et 2016, ce sont soixante-trois milliards de

dollars qui ont été investis (soit en moyenne plus de dix milliards par an) dans plus de mille projets destinés à aider les pays à s'adapter au changement climatique ou à atténuer son impact.

Le sommet avait été annoncé à l'été par le président français, Emmanuel Macron, pour remobiliser sur le dossier du climat après la décision des Etats-Unis de se retirer de l'accord de Paris. Donald Trump sera absent des discussions mardi. Mais il sera représenté par le chargé d'affaires de l'ambassade à Paris.

Jim Yong Kim a relevé que l'absence du président américain ne devait pas éclipser le forte présence américaine au One Planet Summit par le biais d'entreprises privées et d'élus locaux. Il a rappelé au passage le rôle décisionnaire des Etats et des collectivités locales aux Etats-Unis, dont certains sont déjà très investis dans la cause environnementale. L'ex-gouverneur de la Californie, Arnold Schwarzenegger et l'ancien maire de New York, Michael Bloomberg, dont la fondation finance en partie le sommet, figureront parmi les personnalités américaines présentes à Paris.

AFP

Des discussions sur le financement des politiques climatiques

Les dirigeants politiques et d'institutions internationales se réunissent, le 12 décembre, dans la capitale française, pour discuter sur le financement des politiques climatiques. Cette réunion, baptisée « One Planet Summit », est également l'occasion de se remobiliser sur l'Accord signé à Paris, après la décision, en juin dernier, du retrait des Etats-Unis.

La rencontre de Paris intervient dans un contexte difficile puisque la dette verte, c'est-à-dire des obligations destinées à financer des investissements en faveur de la transition écologique, a bondi en 2017, en particulier en Europe. En rapport avec cette situation, Stéphane Marciel, responsable Obligations durables chez Société Générale CIB a estimé que durant l'année en cours, « les émissions mondiales de dette verte ont déjà atteint plus de 125 milliards d'euros contre 90 en 2016 ». En début 2017, la France avait donné l'exemple, avec une première émission verte d'un montant conséquent de sept milliards. « Et nous sommes persuadés que d'autres pays vont suivre, parce que c'est le sens de l'Histoire », assuré Stéphane Marciel. Quelque quatre mille participants issus d'une centaine de pays prennent part à ces assises ainsi que huit cents organisations et acteurs publics et privés. Parmi les

participants figure une dizaine de chefs d'Etat africains ainsi que des dirigeants de pays affectés par les changements climatiques, comme le Bangladesh, des Iles du Pacifique ou Haïti. Les Etats-Unis sont représentés par le chargé d'affaires de leur ambassade à Paris.

De nombreux Américains impliqués dans les questions climatiques participent également à la réunion, qui se tient juste après la 23e Conférence de l'ONU sur les changements climatiques, tenue en novembre dernier à Bonn, en Allemagne. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, ont fait également le déplacement de la capitale française. Dans le cadre de ce sommet, des responsables de grandes villes, de banques centrales, de fonds souverains, d'entreprises et d'ONG participent aux forums dont l'ambition est de « faire travailler les acteurs engagés dans la mise en œuvre de projets d'une manière extrêmement concrète », selon l'Elysée. « Une dizaine de grosses annonces » sont attendues à l'issue de cette réunion, notamment des Cop, précise-t-on de même source.

Lors de l'annonce de cet événement, la présidence française avait dit qu'il était d'une importance capitale pour mieux agir ensemble « Il faut dresser le bilan de notre trajectoire par

rapport aux engagements. Si nous n'accélérons pas nos efforts, nous n'arriverons pas à atteindre l'objectif d'une réduction (de la température) de 1,5 degré à la fin du siècle. Il faut redoubler d'effort, un sursaut », avait indiqué l'Elysée dans un communiqué.

S'agissant de l'utilité concrète d'un rendez-vous climatique supplémentaire et de la possibilité d'obtenir des résultats en une seule journée, la présidence française avait affirmé qu'il était « nécessaire et important » pour renforcer la mobilisation internationale. « Mais ce ne sera pas une pledging conférence (conférence avec des engagements officiels chiffrés) », avait-elle averti, tout en comptant créer des dynamiques avec les villes, les fonds d'investissement ou encore les banques de développement.

L'accord de Paris, adopté fin 2015, et ratifié à ce jour par cent soixante-neuf pays, vise à limiter le réchauffement mondial sous 2°C, voire 1,5°C, par rapport au niveau d'avant la Révolution industrielle. Mais l'annonce du retrait américain a porté un coup à un processus complexe, qui demande de se détourner des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Nestor N'Gampoula

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Un colloque consacré au G5 Sahel

L'Assemblée nationale française abritera, le 12 décembre, une rencontre intitulée «G5 Sahel : une initiative régionale pour une nouvelle architecture de paix?».

La réunion a été initiée par la députée des Français établis hors de France, Amal Amelia Lakrifi, l'institut Themiis et le président de l'association Europe-Mauritanie, Peer de Jong. Y prendront part: l'ancien juge d'instruction, Jean-Louis Bruguière; le général de brigade, Sid'Ahmed Ely Mohamed Znagui, expert auprès du G5 Sahel; le général de division, François-Xavier de Woillemont, ex-commandant de la force Barkhane; l'ex-ministre de l'Intérieur burkinabè, Auguste Denise Barry, ainsi que Delphine Byrka, d'Expect Consulting, spécialiste des questions de terrorisme. La modératrice sera la présidente de l'institut Themiis, Camille Roux. Le Conseil de sécurité a adopté, le 8 décembre à l'unanimité, une résolution rédigée par la France, autorisant les Casques bleus de l'ONU déployés au Mali à apporter un soutien logistique et opérationnel à la force antiterroriste naissante G5S (Mali, Burkina Faso, Tchad, Mauritanie et Niger). Cette résolution a fait une négociation ardue avec les Etats-Unis, opposés pendant longtemps à toute implication onusienne. La veille, le représentant de la Banque mondiale (BM) en Mauritanie, Laurent Msellati, a tenu une séance de travail avec le secrétaire permanent du G5S, à Nouakchott. Les deux institutions ont fait l'état de lieu de leur re-

lation et revu les voies et moyens susceptibles de donner une impulsion à cette coopération.

Laurent Msellati a indiqué que l'objet de sa visite visait essentiellement à identifier les axes de sa coopération avec le G5S, un unique volet, qui est le développement, ayant trois pôles majeurs : la diversification économique (résilience ; agriculture ; élevage ; pêche); le capital humain, notamment l'éducation dans l'enseignement primaire et secondaire, l'apprentissage des jeunes; les questions d'hydrauliques de l'énergie, le foncier et les statistiques, les fibres optiques.

Le vice-président de la BM pour l'Afrique sera en Mauritanie dès le 17 décembre où il va rencontrer le secrétaire permanent du G5S. Fin octobre, les Etats-Unis annonçaient une aide de 51 millions d'euros aux pays du G5S, mais s'opposaient à un soutien accru de l'ONU comme l'avait souhaité Paris. Seulement 108 millions de dollars ont été levés pour le déploiement de la force régionale G5S susceptible de compter un effectif de 5 000 hommes à terme et de lutter contre le terrorisme sur les zones transfrontalières, complémentaires de l'opération française Barkhane et la Mission de maintien de la paix de l'ONU au Mali (Minusma).

Le G5S est un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité, créé lors d'un sommet en 2014 par cinq États du Sahel : Burkina Faso; Mali; Mauritanie; Niger et Tchad.

Noël Ndong

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE
www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN!
RECRUTEMENT

Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES
rejoignez notre équipe marketing

Brazzaville : 05.532.01.09

Pointe-Noire : 06.963.31.34

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo

DISTINCTION

L'ONG SIIS reçoit le prix World Quality Star Gold

À l'occasion d'une convention sur la qualité à Paris, l'ONG congolaise dénommée Standards et indicateurs pour l'innovation sociale, créée en 2009, a été récompensée pour son engagement dans le domaine social. Organisée par Business Initiative Directions (BID), cette manifestation a réuni plus d'une cinquantaine d'organisations, entreprises et cabinets du monde. Dans une interview exclusive avec Les Dépêches de Brazzaville, le secrétaire général de cette ONG, Mathurin Dominique Yangou, revient sur cette distinction et sur les activités menées depuis 8 ans.

Les Dépêches de Brazzaville(L.D.B) : Que représente pour vous le prix World Quality Star Gold ?

Mathurin Dominique Yangou(M.D.Y) : Le prestigieux prix World Quality Star Gold constitue pour nous une reconnaissance internationale du Leadership de la qualité et une récompense pour nos efforts fournis sur la culture de la qualité : l'amélioration continue de notre performance sur le terrain ; la motivation du personnel et sûrement la satisfaction de nos partenaires techniques et financiers, notamment la Banque mondiale et le gouvernement de la République du Congo ; et la satisfaction de nos bénéficiaires qui sont les Directions départementales de la Santé (DDS) des départements des Plateaux et de la Cuvette, les districts sanitaires, les cinq Hôpitaux de Base (HB) et les 46 Centres de Santé (CS) de ces départements.

Ce prix constitue aussi pour nous un engagement à diffuser la culture de la qualité à nos partenaires et bénéficiaires que je viens de citer et à notre

entourage social, en utilisant comme support le modèle de gestion de la qualité totale QC100. L'ONG SIIS reconnaît que la qualité est un facteur de développement important pour être compétitif. Ce prix constitue, pour le Congo, le début de la marche vers la qualité reconnue au niveau international, car l'ONG SIIS vient d'acquiescer le droit de proposer une société congolaise qui respecte les standards de qualité et porte une voix sur l'ensemble des propositions à travers le monde.

L.D.B : Comment entendez-vous mettre en valeur ce prix ?

M.D.Y : La valeur de ce prix dépend d'abord de la crédibilité qu'accorderont les partenaires techniques et financiers et le monde du leadership à notre organisation. Les partenaires au développement et même le gouvernement congolais sont toujours à la recherche des collaborateurs de terrain crédibles et efficaces. Avec ce prix, l'ONG SIIS voudrait leur rassurer de sa disponibilité, son efficacité et sa crédibilité et leur épargner des



Mathurin Dominique Yangou, 2ème à gauche, accompagné du délégué Europe recevant le trophée des mains du président de BID, José E. Prieto. Crédit photo Adiac

doutes, inquiétudes, coûts et temps qui sont liés au processus de sélection des opérateurs. Mettre en valeur ce prix, c'est tout d'abord maintenir notre cap et l'améliorer en mettant en application les 100 normes ou standards de qualité que le BID ONE GROUP a mis à notre disposition. Ce travail de mise en valeur sera très effectif au moment où notre garant nous dotera de tout le matériel nécessaire à un projet de qualité. Dans un temps proche, nous envisageons d'organiser des formations pour propager cette

culture de la qualité. Nous espérons que les divers acteurs manifesteront leur intérêt dans ce domaine qui est rentable pour leurs activités.

L.D.B-Quelles sont les activités menées par votre ONG au Congo ? En 8 ans d'existence, qu'avez-vous fait au Congo ?

M.D.Y : En huit ans, nous avons forgé notre système d'organisation et de gestion tout en réservant une place de choix sur la qualité. Nous avons participé à la mise en œuvre de quelques

initiatives qui sont plus ou moins visibles. Actuellement nous sommes en partenariat avec le gouvernement congolais et la Banque mondiale. Nous remercions le BID ONE GROUP, l'une des quatre premières organisations mondiales à implémenter la culture de la qualité dans les meilleures entreprises mondiales, de nous avoir fait confiance et de s'engager à nous accompagner dans ce monde de la qualité qui est si complexe et rentable.

Yvette Reine Nzaba

AVIS DE VENTE

Parcelle de terrain à vendre, d'une superficie de 1243,32 m², située au centre ville, sur la rue Gouverneur général Bayardelle, à coté de l'ambassade d'Egypte.

Pour tout renseignement, s'adresser au cabinet Esseau.

Tél : 06 850 09 66 / 05 558 58 86

NÉCROLOGIE



Les familles Bokatola Liboula Bondzi et Boyengué (district de Mossaka) ont la douleur et la tristesse d'annoncer le décès de Mme Bokatola Jacqueline, survenu le 29 novembre 2017 à Brazzaville, fille de feu Bokatola Étienne et de Kosso Agathe. La veillée funèbre se tient au domicile de l'illustre disparue, à Massengo sur l'avenue de la station terrienne, en face de l'église Saint-Grégoire arrê.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.

La famille Amboulou et les ressortissants de Passa à Brazzaville ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fils Emmanuel Decker Amboulou, secrétaire général de la Mairie de Pokola (Sangha), survenu le 4 décembre 2017 à Brazzaville. Le deuil se tient au 36 de l'avenue de la Révolution. Répere : arrê de bus Lycée Thomas Sankara à Bikaroua

«À Dieu nous sommes à Lui nous retournons. Puisse le Tout Puissant recevoir en Sa Sainte Miséricorde l'âme du défunt».



PROGRAMME DES OBSÈQUES

Mombongo Martial agent des Dépêches de Brazzaville et famille Mongo Ampo et Koud Ondon informent parents, amis et connaissances du décès de Mongo Ephrem Pascal (alias Ezinga-Bemba lewis babi la pointe) décès survenu le 03 Décembre 2017 au CHU de Brazzaville, la veillée mortuaire a lieu au domicile familial sis rue Bangala 83 Poto-Poto.

Le programme des obsèques est prévu pour le jeudi 14 décembre 2017 : 9h levée du corps à la morgue municipale du CHU. 10h recueillement au domicile familial, 12h départ pour la Basilique Saint-Anne 14h départ pour le cimetière VIP Bouka, 16h retour et fin de la cérémonie.



REMERCIEMENTS

1 mois déjà que André Ganfina nous a quitté 6 novembre 2017 - 6 décembre 2017 Mme Ganfina Marie Catherine remercie la plus haute autorité de la République du Congo pour son soutien et son assistance lors du sinistre qui a endeuillé ma famille. Je remercie également les autorités politiques qui non seulement nous ont soutenu par leur aide multiforme, mais ont aussi fait le déplacement jusqu'au domicile du sinistre durant la veillée et le jour de l'enterrement en me faisant l'honneur de s'incliner devant la dépouille mortelle. Merci du fond du cœur.



MANIFESTATION CONTRE LA LOI ÉLECTORALE

Les députés de l'opposition ont improvisé une marche de protestation

Les députés de l'opposition ont bravé, le 11 novembre, la pluie et la peur en organisant une marche de protestation contre la loi électorale actuellement sous examen au Sénat.



Des députés pendant la manifestation

Matinée chaude lundi au Palais du peuple à Kinshasa, siège du Parlement, dont les abords étaient pris d'assaut durant de longues heures par une meute des manifestants. Quelques députés de l'opposition étaient aux premiers rangs d'une marche improvisée en guise de protestation contre la nouvelle loi électorale adoptée le 4 décembre à l'Assemblée nationale et qui, pour l'heure, est en instance d'être examinée en seconde lecture au Sénat. Ces députés de l'opposition, de surcroît leaders des partis politiques, ont mobilisé à cette occasion leurs ligues des jeunes pour ajouter du piquant à cette manifestation qui tenait lieu d'une mise en garde à l'endroit des sénateurs afin qu'ils ne laissent pas passer ladite loi électorale. Brandissant les drapeaux de leurs formations politiques respectives (MSR, Envol ou encore MLC), Jean Claude Vuemba et ses amis ont tenu à exprimer leur désapprobation contre les réformes introduites dans la nouvelle loi électorale avec, en prime, la machine à voter qui, selon eux, tend à favoriser la tricherie. Cette machine à voter ne doit pas figurer dans l'actuel cycle électoral si l'on veut lui garantir un minimum de crédit,

ont fait savoir les manifestants qui ne veulent pas non plus de l'introduction du seuil qui, selon eux, est anticonstitutionnel. Les députés Delly Sesanga (Envol) et Christian Mwando (Unadef) étaient particulièrement très actifs au cours de cette manifestation spontanée qui s'est déroulée sous une fine pluie.

Partis de l'avenue Enseignement dans la commune de Kasa-Vubu, les élus sont passés par le Boulevard Triomphal avant de chuter par le Palais du peuple entraînant dans leur mouvement une foule compacte. « C'est une alerte pour dire que si cette loi devait passer en l'état, le peuple congolais ne se laissera pas faire, nous avons bravé la peur, nous avons bravé la pluie et ceux qui doutaient de l'engagement de députés de l'opposition nous ont vus sur le terrain avec nos bases... », a déclaré Delly Sesanga. Les forces de police et de sécurité, qui avaient toute l'attention portée vers la cérémonie d'inauguration du nouveau bâtiment administratif du gouvernement que présidait aux mêmes instants le chef de l'État, étaient prises de court.

Alain Diasso

TANZANIE

Les corps des Casques bleus tués en RDC seront rapatriés entre mardi et mercredi

L'information a été donnée à la presse par le numéro deux de l'armée tanzanienne, le lieutenant-général James Mwakibolwa

Les corps des quinze Casques bleus tanzaniens tués le 8 décembre dans l'est de la RDC au cours d'une attaque attribuée à des rebelles ougandais seront rapatriés «entre mardi et mercredi», a annoncé, le 10 décembre, l'armée tanzanienne. «Nous sommes en train d'y travailler avec les Nations unies. Les corps seront rapatriés entre le 12 décembre et le 13 décembre», a indiqué à la presse le lieutenant-général James Mwakibolwa, numéro deux de l'armée tanzanienne. Le bilan établi par l'ONU de cette attaque survenue jeudi à la tombée de la nuit à Semuliki, dans la province du Nord-Kivu, est d'au moins quinze morts - tous Tanzaniens - et cinquante-trois blessés.

Le gouvernement tanzanien continue à parler de quatorze morts, chiffre initialement communiqué par les Nations unies. Une délégation a quitté Goma (est de la RDC) le 10 décembre pour se rendre sur les lieux de l'assaut, a constaté un correspondant de l'AFP. L'ambassadeur de Tanzanie en RDC ainsi que le responsable adjoint de la Mission des Nations unies au Congo (Monusco) sont partis en hélicoptère de Goma à Béni, selon cette même source. À Béni, ils doivent rencontrer des officiers des Forces armées congolaises (Fardc) ainsi que des membres

du gouvernement provincial. Ils devaient se rendre ensuite, ce 11 décembre, sur le site de l'assaut, la base de Semuliki, où les Nations unies ont essuyé leur pire attaque depuis la mort de vingt-quatre Casques bleus pakistanais à Mogadiscio, en juin 1993.

Conviés à ce déplacement, quelques journalistes dont le correspondant de l'AFP ont été finalement priés de laisser leur place à des officiels provinciaux. Les circonstances de l'attaque sont loin d'être claires dans cette zone troublée de la RDC. L'assaut a été mené jeudi soir et a duré trois heures, conduit «par des hommes bien armés, lourdement armés. C'est une attaque manifestement préparée, organisée», a déclaré le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de la paix Jean-Pierre Lacroix, sur RFI. En Tanzanie, le général Mwakibolwa a indiqué que les soldats tanzaniens avaient été tués à l'issue de combats qui les avaient opposés «pendant treize heures» à des éléments des ADF qui venaient d'attaquer leur position. Les ADF (Allied Defense Forces, Forces démocratiques alliées) sont un groupe armé ougandais musulman actif dans le Nord-Kivu, un État de la RDC frontalier de l'Ouganda. Ils ne revendiquent pas leurs attaques. Repliés en forêt, les ADF combattent le pouvoir du président ougandais Yoweri Museveni, au pouvoir depuis trente et un ans.

AFP

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



FORUM « FEMMES S'IMPLIQUENT »

La Congolaise invitée à concourir à l'émergence du pays

La foire aux idées organisée du 25 novembre au 10 décembre, à Kinshasa, a abouti sur une note de satisfaction et d'un désir comblé, avec onze résolutions qui traduisent la détermination des femmes à s'intégrer dans la gouvernance de la RDC pour lui permettre d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030.



Le présidium pendant la cérémonie de clôture du forum photo Adiac

La première édition du forum « Femmes s'impliquent », organisée par la Ligue des femmes congolaises pour les élections (Lifce), en collaboration avec ONU Femmes et la Commission socio-culturelle de l'Assemblée nationale, a réuni plusieurs participantes au Palais du peuple. La problématique majeure de cette rencontre sur les ODD a été celle de la remise en question des actions des femmes pour leur implication massive dans la matérialisation desdits objectifs en faveur de la RDC. Les résultats de ces assises, appuyés par une implication concrète des femmes, devront servir de boussole pour une nouvelle vision de gouvernance fondée sur les résultats concrets.

Les cinq panels organisés à cette occasion ont permis aux participantes, venues de divers horizons, de réfléchir sur l'avenir du pays, à travers des discussions directes et débats soutenus par des exposés des chercheuses, intellectuelles, expertes, consul-

tantes, actrices politiques et sociales.

L'investissement des femmes

Pour une première fois, les femmes ont pris leur responsabilité en main au regard de leur poids démographique et du rôle qu'elles peuvent jouer pour changer le cours de choses et contribuer à l'émergence du pays. Sous la modération de la présidente de la Lifce et présidente de la Commission socio-culturelle de l'Assemblée nationale, Eve Bazaiba Masudi, ces assises ont débouché sur onze résolutions pertinentes. Ces dernières traduisent, à en croire les participantes à ces travaux, leur ferme volonté à s'imposer comme partenaires incontournables du développement du pays. « *Nous-mêmes allons agir. Nous avons pris l'engagement de nous impliquer pour l'émergence de ce pays* », a expliqué la présidente de la Lifce. Pour elle, le fait que

ce forum débouche sur des résolutions, au lieu des recommandations, traduit la détermination des Congolaises à jouer, elles-mêmes, leur partition, à s'investir pour l'émergence du pays par l'atteinte des ODD d'ici 2030. « *Rien ne pourra se faire sans les femmes et surtout celles qui auront des idées nettes à faire valoir à tous les niveaux de vie de la société congolaise* », ont indiqué les participantes.

Onze résolutions pour soutenir l'émergence de la RDC

Le communiqué final des travaux, lu par la commissaire supérieure adjointe de la Police nationale congolaise, Mimi Bikela, souligne l'engagement des femmes à s'impliquer pour l'atteinte des ODD d'ici 2030. Le premier engagement est de vulgariser ces ODD sur toute l'étendue du territoire national en vue de leur appropriation par toutes les couches de la population, principalement les femmes

et ce, dans les quatre langues nationales. Elles ont également décidé d'impliquer les femmes dans la promotion de l'éducation des enfants, notamment par l'introduction des cours de civisme y compris les droits humains et la culture de la paix à tous les niveaux de l'enseignement en RDC. Les femmes ont, en effet, résolu d'apporter leur contribution à la réhabilitation et la promotion de l'enseignement technique et professionnel suivant le besoin du pays en matière de reconstruction. Elles ont, en outre, décidé de s'impliquer également dans la sensibilisation des jeunes à l'éradication de la criminalité et la délinquance juvénile.

Les Congolaises se sont, par ailleurs, engagées dans l'utilisation rationnelle et optimale de toutes les ressources naturelles de la RDC (Eau, terre, forêt, minerais, ...) en vue de l'industrialisation du pays et la création de l'em-

ploi pour un travail décent afin de lutter contre la pauvreté. La protection de l'environnement, à travers un programme d'assainissement et l'observance de bonnes pratiques d'hygiène, fera également partie de leurs prochaines préoccupations.

Les femmes entendent aussi s'impliquer dans la réglementation et la protection de la corporation de la Sage femme afin de réduire le taux de mortalité maternelle et infantile. Elles ont résolu d'encourager les parents à faire enrôler les meilleurs de leurs enfants dans l'armée et la police nationale, pour une armée républicaine et forte ainsi qu'une police nationale au service de la population. Aussi, elles vont s'investir dans la conscientisation de la jeunesse à se sentir concernée et s'impliquer dans le processus de l'émergence de la RDC.

Les participantes au forum ont aussi convenu d'impliquer les femmes dans l'entrepreneuriat, la création des industries de production, la commercialisation et la distribution des énergies renouvelables pour pallier le déficit d'accès à l'eau et à l'électricité en vue de booster le développement à travers la diversification des sources d'énergie. Elles sont déterminées à identifier des partenaires stratégiques tant au niveau national, régional qu'international pour faciliter l'atteinte des ODD d'ici 2030 en faveur de l'émergence de la RDC.

Lucien Dianzenza

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

La Démocratie chrétienne interpelle le gouvernement congolais

Le parti politique d'Eugène Diomi Ndongala rappelle au gouvernement sa responsabilité en tant que membre du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Dans une déclaration faite le 10 décembre, à l'occasion du soixante-neuvième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), le bureau politique de la Démocratie chrétienne (DC), le parti des opprimés, qui s'est réuni le dimanche, a rappelé au gouvernement congolais sa responsabilité en tant que membre du conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Le parti du président Eugène Diomi Ndongala a dénoncé « *la volonté délibérée du gouvernement congolais à briser le reste du pacte démocratique qu'est notamment le droit de vote aux Congolais dans toute indépendance et inclusivité bafouée par la loi électorale* » adoptée à l'Assemblée nationale et envoyée en seconde lecture au sénat avant sa promulgation. Il s'agit, pour la DC, d'une violation de l'article 14 de la Constitution congolaise

ainsi que la DUDH. « *Il est inacceptable que seuls les riches deviennent éligibles dans la représentation nationale et que ceux qui peuvent réellement défendre le pays ne sachent s'impliquer dans la gestion de la res publica pour n'avoir pas eu, comme les autres, l'accès à mettre à souhait la main dans le Trésor public* », a souligné cette formation politique qui a noté que cette incohérence est d'une gravité extrême pour un pays membre du Conseil de droit de l'homme de l'ONU mais qui s'illustre dans les graves violations des lois qu'il est censé en tant que tel défendre. Dans cette même optique, le bureau politique de la DC a exigé l'application immédiate du jugement 2465/2014 du Comité des droits de l'homme des Nations unies sur la libération du député national Eugène Diomi Ndongala « *pris volontairement en otage du régime Kabila* ».

Il est rappelé que le Comité des droits de l'homme de l'ONU, répondant à une requête du président de la DC, le député Diomi Ndongala, sur sa condamnation par la justice congolaise



Eugène Diomi Ndongala, en tenue de prisonnier, encadré par ses avocats

et son incarcération a, à son tour, condamné la RDC. Cette instance a demandé au Congo d'annuler ce jugement contre le député incarcéré, de le relâcher, de voir la possibilité de l'indemniser et de rendre publique cette condamnation. Le délai accordé à la RDC pour l'exécution de ce jugement est largement dépassé alors que le président de la DC se trouve toujours sous geôle bien

que son état de santé requière des soins appropriés. La DC et d'autres défenseurs des droits humains se sont opposés à l'élection de la RDC au Conseil des droits de l'homme de l'ONU motivant leur refus par les violations des droits de l'homme reprochés au gouvernement congolais ainsi que le refus d'exécuter ce jugement de la structure dont le pays devrait devenir membre. Après

cette élection, beaucoup ont pensé que l'adhésion de la RDC dans ce cercle lui permettrait de se conformer aux règles. C'est donc dans cette optique que la DC attend voir le gouvernement congolais agir et répondre positivement au jugement du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, en libérant son président national, le député Eugène Diomi Ndongala.

Lucien Dianzenza

JOURNÉE INTERNATIONALE DES VOLONTAIRES

Le volontariat des jeunes en RDC passé au crible

Le sujet était au centre du séminaire national organisé les 8 et 9 décembre, au Campus numérique francophone de Kinshasa (CNF) autour de soixante-dix délégués de quelques provinces du pays.

provinces et de Kinshasa, nous comptons faire des propositions pour un cadre institutionnel pouvant orienter les actions dans le cadre des concertations des actions des volontaires à travers tout le pays », a-t-il précisé.

Congolais a besoin de l'être, les jeunes en particulier », a-t-il dit au Courier de Kinshasa.

Cette affirmation a trouvé un large écho dans l'intervention du Pr Jean-Paul Yawidi qui l'a bien entérinée à travers un argumen-

tant d'anecdotes. Au travers de ces dernières, il a fait paraître l'essence de la maturité et de la responsabilité ainsi que leurs contraires, à savoir l'immaturité et l'irresponsabilité.

En conclusion, Jean-Paul Yawidi a soutenu : « Maîtriser ces concepts va nous permettre de lire en nous-mêmes les problèmes qui nous assaillent, de nous en libérer et de nous engager dans le processus du développement de ce pays ». Il nous a expliqué de la sorte la démarche ainsi suggérée à l'assistance : « Ce groupe de volontaires pense participer nécessairement au développement du pays. Je les mets en face de la réalité et leur propose de faire une introspection, de regarder leur intérieur au lieu de chercher à accuser les autres. Car, lorsque nous accusons les autres, nous nous démobilisons mais lorsque nous voyons le mal en nous, nous nous levons et nous engageons pour accomplir ce que nous dit notre hymne, "Debout Congolais !" ». Les volontaires ont manifesté un vif intérêt pour l'exposé du professeur qu'ils ont, par la suite, criblé de questions.

Des partages d'expériences

Par ailleurs, la question d'opportunités d'emplois et les partages d'expériences s'étaient aussi invitée au centre des communications du jour. Les interventions successives du chef de division nationale jeunesse de la Croix-Rouge, Norbert Kabayang, et du président national du parlement des jeunes, Arthur Omar Kayumba, s'inscrivaient dans ce registre. Tout autant que le mot de circonstance d'Elodie Bamowongo tenu en sus aussi instructif qu'en-

courageant.

Ayant établi le distinguo entre le bénévolat et le volontariat, la responsable du CNF de Kinshasa a, du reste, souligné que ces deux mots pris souvent à tort pour des synonymes, « représentent deux formes d'engagement individuel au service de la société qui diffèrent pourtant largement en ce qui concerne leur statut ». Précisant que « le bénévolat n'est encadré par aucun statut juridique », Elodie Bamowongo a renchéri que le bénévole « s'engage librement pour mener une action non rémunérée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial ». Mais de poursuivre, quoiqu'aussi désintéressé, le volontariat, a contrario, « donne lieu, lui, à un engagement contractuel et exclusif ». Savoir dès lors que « le volontaire, engagé à temps plein et pour une durée définie, peut être indemnisé et bénéficie le plus souvent d'une couverture sociale ». Et d'enchaîner sur le fait qu'il existe « des programmes des structures internationales qui favorisent ce type d'engagement en RDC, mais qu'au niveau national, l'on n'en est pas encore à une vraie structuration ». Aussi, elle se dit favorable à la mise sur pied d'un cadre légal qui le définit, quitte à « se fixer déjà sur la terminologie, l'essence même du volontariat » ou du moins à en « poser de bonnes bases ».

Nioni Masela



Le Pr Jean-Paul Yawidi parlant au côté d'Elodie Bamowongo (extrême droite)

Les travaux devront servir à « donner des orientations sur un modèle de fonctionnement du concept de volontariat des jeunes en RDC », disait Alain Makuta à l'ouverture au Courier de Kinshasa. Le coordonnateur national du Corps des jeunes volontaires (CJV) a soutenu que le séminaire tenu autour de la célébration de la journée internationale des volontaires serait nourri de réflexions avec les soixante-dix participants. « À travers nos cogitations avec les délégués des

Dans les détours de cette rencontre de portée nationale, il a été abordé des sujets liés aux réalités et contextes de vie des Congolais. En effet, considérant que « le volontariat est un concept permettant le développement de la personnalité des jeunes, la découverte de soi, les échanges culturels et en même temps une opportunité d'emploi », Alain Makuta a pensé qu'il y a un préalable obligatoire avant de s'y lancer de manière efficiente. « Avant toute chose, nous devons d'abord transformer l'homme. Le

taire fondé sur son Procès de la société congolaise. S'appuyant sur son ouvrage ainsi intitulé, il a, de manière critique et objective, évoqué le grand problème du Congolais qui, à son avis, tient au fait « qu'il n'a pas connu un bon développement de sa personnalité ». Le scientifique a dès lors souligné : « il se pose en lui un problème de maturité et d'irresponsabilité ». Ceci l'a mené à un exposé instructif face à son jeune auditoire qu'il s'est plu à mettre en face des réalités du vécu et des agirs congolais par-

ELECTIONS ET PAIX

Une campagne de sensibilisation des jeunes de Kinseso

Deux membres de la majorité présidentielle, notamment le ministre de l'Aménagement du territoire et rénovation de la ville, Félix Kabange Numbi, et celui de l'Urbanisme et habitat, Joseph Koko Nyangi, ont été conviés à parler aux jeunes de la localité des questions d'actualité.

Les deux personnalités ont fait le déplacement de Kinseso à l'invitation du Rassemblement de la jeunesse acquise à la paix, une plateforme composée majoritairement de jeunes tshisekedistes. Coiffés tous deux d'un chapeau "munyere" en mémoire du père de la non-violence, Étienne Tshisekedi, Félix Kabange Numbi et Joseph Koko Nyangi ont fait savoir aux jeunes qu'ils ne doivent plus répondre aux appels à la violence des politiciens en mal de repositionnement, qui ne jurent que par des troubles et villes mortes. Tout en les saluant pour leur initiative de paix, Joseph Koko Nyangi les a mis en garde contre tous les fauteurs de troubles. «



Les deux ministres dans les rues de Kinseso à la rencontre des jeunes

Nous n'allons pas laisser le terrain à ces aventuriers qui distraient notre jeunesse avec des messages de tueries et de banditisme urbain. Les jeunes ont compris et sont déterminés à aller aux

élections sans la violence. Nous reviendrons souvent pour vous éclairer afin que vous ne soyez pas manipulés... », a promis Joseph Koko Nyangi aux jeunes du Rassemblement de la jeunesse ac-

quise à la paix. Pour sa part, Félix Kabange Numbi, rappelant que la date des élections est déjà connue, a demandé à la population congolaise de ne plus donner « l'occasion aux pêcheurs en eaux troubles de pouvoir semer les désordres à travers la ville de Kinshasa et la RDC », ajoutant : « Nous avons besoin de la paix pour aller aux élections ».

Étienne Tshisekedi, a martelé Félix Kabange Numbi, a milité pour la non-violence et les élections en République démocratique du Congo. Aussi a-t-il appelé les jeunes à la vigilance pour aller aux élections dans la paix, la seule attitude positive d'honorer la mémoire de ce grand leader.

Aline Nzuzi

FOOTBALL

Jean François Boungou Kolo nommé secrétaire général de la ligue du Kouilou

Le président de la Ligue interdépartementale de football du Kouilou, Jean Ferdinand Mampassi, a désigné, sur décision n° 01/11/17/LIDFK/PL, Jean François Boungou Kolo, secrétaire général de la ligue du football en remplacement d'Auguste Goma Tati.

La nomination, a assuré le président de la ligue, est conforme aux nouveaux statuts et règlement de la Fédération congolaise de football. Le nouveau secrétaire général qui remplace à ce poste Auguste Goma Tati a pour mission de réorganiser l'administration de la ligue. « *En matière d'organisation et d'administration, il faut avoir beaucoup de stratégies. Nous avons eu un secrétaire général qui a fait deux ans. Je pense que cela suffit pour éviter le copinage avec les présidents et les secrétaires généraux des clubs qui aiment les qualifications frauduleuses. Le nouveau promu maîtrise bien la maison, après avoir dirigé pendant 15 ans le club LEA et deux ans d'affiliée la commission d'organisation, il a toutes les capacités pour éradiquer cer-*



Jean François Boungou Kolo, à gauche, congratué par le président de la ligue «Adiac» Jean Ferdinand Mampassi. Parlant du démarrage des compétitions départementales, le président de la ligue a expliqué que Pointe-Noire n'a qu'un seul terrain où se jouent tous les championnats, notamment les championnats

nationaux Ligue1 et 2 ainsi que les championnats départementaux. D'où la ligue privilégie d'abord les compétitions des ligues 1 et 2 avant de lancer les championnats départementaux, notamment de D1 et D2.

Soulignons qu'après la présentation du nouveau secrétaire aux autres membres de la ligue et à la presse sportive, Jean François Boungou Kolo a remercié le président de la ligue pour cette marque de confiance et a promis de se mettre à l'oeuvre pour réussir sa mission. « *Je rends grâce à Dieu et je remercie le président de la ligue pour la confiance qu'il m'a faite en me nommant à ce poste très sensible qui à souvent des problèmes pendant les qualifications. Mais je ferai de mon mieux pour accomplir ma tâche avec le soutien de tous les membres de la ligue et surtout de travailler en collaboration avec les dirigeants des ligues* », a-t-il déclaré.

Charlem Léa Legnoki

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines



Chemises à rabat

Cartes de visite



Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

MUSIQUE

« Na Kangami » de Big Tyger bientôt dans les bacs

Après la sortie du single « African Woman » en novembre dernier, l'artiste musicien Big Tyger s'apprête à mettre sur le marché « Na Kangami », un autre single qui prépare la sortie imminente de « Black Viking », son opus de neuf titres.



La pochette de Na Kangami de Big Tyger crédit photo DR»

Paul Christ Moubamou, alias Big Tyger, n'est pas du genre à dormir sur ses lauriers. Le jeune rappeur est toujours animé par le souci de donner satisfaction à son public. Belle Rage Music (BRM) ne cesse de le propulser, comme il le fait d'ailleurs aussi pour les autres musiciens d'avenir et de sportifs prometteurs.

Le cheval de bataille de BRM aujourd'hui est de mettre sous les feux des projecteurs Big Tyger, un artiste dont le talent ne se dément plus. Pour ce faire, une promotion réussie auprès du public accompagnée de la protection de cette oeuvre de l'esprit nécessite la conjugaison d'efforts et de stratégie pour que le produit Big Tyger soit disponible partout. Tels

sont les défis de BRM en cette année finissante. Épigone de Teddy Benzo, Big Tyger ne cesse de travailler dur pour ressembler à son mentor à l'orée d'une carrière qui s'annonce florissante si tous les moyens de son éclosion l'accompagnent.

Signalons que dans un passé récent, Big Tyger a participé aux nombreux projets musicaux tels que « Family Games » de Yasika, concept 2015. Sous le label BRM, il va se révéler dans les chansons « All I do is big » avec Teddy Benzo & Sosey en 2015, Dirty Doogie feat Wizzy Wesley (Compilation Belle Rage Music-2015), Congo Viber, feat Mab Strong (2016), Shootas feat Raze Be (2016).

Hervé Brice Mampouya

PRÉPARATIFS DU CHAN

Les Diabes rouges vont affronter l'AS Vita club à Kinshasa

L'information a été donnée par Barthélemy Ngatsono, le sélectionneur des Diabes rouges A', au cours d'une conférence de presse qu'il a aminée, le 11 décembre, au Centre national de formation de football.

Le sélectionneur des Diabes rouges locaux a communiqué la suite du programme des préparatifs du Championnat d'Afrique des nations (Chan), après l'étape du Benin. Barthélemy Ngatsono a indiqué que jouer plus de matches dans cette période lui permettrait d'avoir un groupe opérationnel, avant le 16 janvier, date à laquelle ses poulains vont disputer leur premier match du Chan contre le Cameroun. Il a soutenu que Vita club de Kinshasa sera un bon test pour les Diabes rouges.

« L'objectif de ce match est de voir si nos joueurs sont à mesure de tenir tête face à n'importe quel adversaire. Autrement dit, il nous permettra d'avoir une idée nette de nos joueurs. Cette rivalité va certainement les galvaniser. Peu importe le résultat. C'est une préparation pour nous. Vous savez, c'est plus difficile de jouer contre un club qu'une équipe nationale. V Club, c'est presque la même ossature de l'équipe



Barthélemy Ngatsono répondant aux questions des journalistes/Adiac

nationale locale de la RDC. Cette équipe a joué la coupe d'Afrique. Vaut mieux rencontrer un club qui est déjà assis avec des bases technico-tactiques que l'équipe nationale. Nous n'avons que V Club comme adversaire pour l'instant », a commenté le coach des Diabes rouges locaux.

Après Kinshasa, les Diabes rouges vont poursuivre leur préparation au stade Alphonse-Massamba-Débat, en attendant que les gestionnaires du football congolais

valident le programme de leur internement (le 3 janvier) proposé par le staff technique. Le Congo, rappelons-le, est logé dans le groupe D avec l'Angola, le Cameroun et le Burkina Faso. L'échange avec la presse a permis à Barthélemy Ngatsono de commenter ce groupe dans lequel se trouvent les Congolais. « Toutes les équipes partent au point zéro, d'ailleurs ce ne sont pas les moindres. Ce sont des équipes de valeur. Cela va être difficile, mais nous avons nos chances intactes. Il faut bien négocier le pre-

mier match pour pouvoir simplifier les choses », a-t-il fait savoir.

Les Diabes rouges, a-t-il ajouté, iront au Maroc dans le but de faire mieux que lors de leur première participation en 2014 en Afrique du Sud au cours de laquelle, ils ont été éliminés dès le premier tour. « Notre objectif, c'est de passer le premier tour et montrer que le Congo a progressé. C'est facile à dire mais sur le terrain, c'est une grande bataille. Cette génération a aussi envie de faire parler d'elle », a-t-il indiqué.

Tirant les enseignements de la mise au vert en Afrique de l'ouest, Barthélemy Ngatsono a assuré à la presse que le groupe mérite d'être complété. Il est lui-même conscient qu'il y a du travail à faire. « Il y a des individualités. Il y a aussi certains petits qui se sont montrés à la hauteur, mais cela ne suffit pas. Il faut faire beaucoup d'entraînements pour que notre banc de touche soit aussi riche », a souhaité l'entraîneur. Dans la foulée, il a annoncé un renfort de poids en attaque : Kader Bidimbou avait intégré le groupe après avoir résilié son contrat dans son ancien club. Moïse Nkounkou a lui aussi repris les entraînements. « Nos inquiétudes se situent au niveau de l'attaque. Nous sommes en train de mettre le paquet dans ce secteur. Nous avons certes marqué cinq buts lors des deux derniers matches, ce n'est pas suffisant », a souligné le coach. « Nous gardons Moïse, parce que nous savons qu'il peut beaucoup nous apporter. Son expérience nous fera gagner beaucoup de choses avec lui. On a encore le temps pour le remettre sur les rails pour qu'il soit prêt le 16 janvier », a-t-il précisé.

James Golden Eloué

TOURNOI INTERNATIONAL DES MOINS DE 20 ANS DE VOLLEYBALL

Le comité d'organisation s'active pour la réussite de la 4^e édition

Tournoi international des moins de 20 ans de volleyball : le comité d'organisation s'active pour la réussite de la 4^e édition

La compétition réunira près de cinq pays de la sous-région dans les versions messieurs et dames, à partir du 24 décembre, à Brazzaville.

Le tournoi international de volleyball des moins de 20 ans, a expliqué Ernest Guy Pépin Oyela, le président de la Kinda Odzoho, au cours d'une conférence de presse animée le 7 décembre au gymnase Henri-Elendé, a été créé en 2014. Baptisé Challenge Calixte-Nganongo, il réunissait le Cameroun et le Congo représenté par Kinda Odzoho. Après trois éditions, la compétition est en train de prendre une autre dimension car, a-t-il indiqué, beaucoup de pays de la sous-région ont manifesté leur intérêt. C'est le cas pour cette 4^e édition. « Nous avons le plan de vol du Cameroun qui arrive le 22 décembre, de la République centrafricaine dont l'arrivée de la délégation

est prévue pour le 23 décembre. La République démocratique du Congo a confirmé sa participation ainsi que le Gabon. Notre pays sera représenté par la DGSP, Inter, Espoir, Kinda Odzoho, Renaissance de Mpila », a assuré Ernest Guy Pépin Oyela. Il a, par ailleurs, expliqué que cette compétition a une importance capitale dans la mesure où elle constitue un tremplin pour les jeunes volleyeurs à une préparation au sport d'élite d'autant plus que son but est d'occuper et d'éduquer les jeunes par des loisirs sains. « La compétition permet un brassage entre les jeunes de plusieurs pays, leur permettant de se connaître et de mesurer leur niveau de performance », a précisé l'organisateur.

Il a indiqué que ce tournoi est né à partir d'un constat amer selon lequel, la zone Afrique centrale manquait de compétition en raison de la prise en charge très élevée. Heureusement, a-t-il ajouté, la nouvelle formule n'exige aucun frais pour participer. Le projet s'est dévelop-



: Ernest Guy Pépin Oyela (au centre) animant la conférence de presse/Adiac

pé grâce au Cameroun qui organisait chaque année un tournoi des écoles de formation. Lors de la première édition, Kinda Odzoho a occupé la première place mais cette équipe n'a pas pu défendre son titre pendant la deuxième édition. A la troisième en 2016, elle s'est contentée de la deuxième place. Sur son appellation Challenge Calixte Nganongo, le président de Kinda Odzoho a justifié : « Notre

président avait présenté la compétition au président de la CAVB d'autant plus qu'il fallait trouver un cadre légal, juridique à ce tournoi. Le président de la CAVB a accepté mais à condition qu'il ait cinq pays qui y participent. C'est le cas cette année. Pour cette raison, nous avons proposé à nos amis camerounais que ce tournoi portera désormais le nom de Calixte

Nganongo. » Calixte Nganongo, a ajouté le conférencier, est une légende en matière de sport et particulièrement de volleyball. Il a joué à un très haut niveau, capitaine des Diabes rouges, de Cara, directeur technique national, entraîneur des Diabes rouges. « Il est toujours resté à l'écoute de la jeunesse et il nous a toujours aidés. », a-t-il précisé.

J.G.E.